

– monsieur Gérard Cyr, gérant d'affaires du Local 144, Association Unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada;

– monsieur Donald Fortin, directeur général, Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International);

— sur la recommandation du ministre du Travail :

– madame Joëlle L'Heureux, arbitre de griefs;

– monsieur Normand Pelletier, sous-ministre adjoint aux politiques et à la recherche, ministère du Travail;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— après consultation des associations d'entrepreneurs :

– monsieur Éric Cherbaka, directeur général, Division membres et industrie, Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec inc. (APCHQ), en remplacement de monsieur Omer Beaudoin Rousseau;

— après consultation des associations représentatives :

– monsieur Patrick Daigneault, président, CSD-Construction, en remplacement de monsieur François Vaudreuil;

– monsieur Richard Goyette, directeur général, FTQ-Construction, en remplacement de monsieur Jocelyn Dupuis;

– monsieur Yves Mercure, président, FTQ-Construction, en remplacement de monsieur Jean Lavallée;

— sur la recommandation du ministre du Travail :

– monsieur Michel Sauvé, conseiller en développement de politiques, ministère du Travail, en remplacement de monsieur Sma l Bouikni;

— sur la recommandation de la ministre de l'éducation, du Loisir et du Sport :

– madame Nora Desrochers, directrice des programmes et de la veille sectorielle, ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport, en remplacement de monsieur Luc Desgagnés;

QUE ces membres, à l'exception de madame Nora Desrochers ainsi que de messieurs Normand Pelletier et Michel Sauvé, reçoivent une allocation de présence de 200 \$ par journée ou de 100 \$ par demi-journée de séance après qu'ils aient participé à au moins l'équivalent de 12 journées de séance du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec ou d'un de ses comités permanents durant une même année dans la mesure où, dans le cas des réunions des comités permanents du conseil d'administration, ces réunions se tiennent une journée distincte de celles du conseil d'administration;

QUE ces membres soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51706

Gouvernement du Québec

### **Décret 500-2009, 22 avril 2009**

CONCERNANT la nomination de trois membres du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de la Loi sur le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. C-55), le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre se compose du sous-ministre du Travail ou son délégué et de treize membres nommés par le gouvernement, dont un président, six membres choisis parmi les personnes recommandées par les associations de salariés les plus représentatives et six membres choisis parmi les personnes recommandées par les associations d'employeurs les plus représentatives;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de cette loi, les membres du Conseil, autres que le président et le sous-ministre du travail ou son délégué, sont nommés pour trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de cette loi, les membres du Conseil demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de cette loi, toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil autre que le sous-ministre du Travail ou son délégué est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 62-2006 du 1<sup>er</sup> février 2006, mesdames Claudette Carbonneau et Manon Savard étaient nommées de nouveau membres du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 355-2006 du 26 avril 2006, monsieur Michel Kelly-Gagnon était nommé membre du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les recommandations requises par la loi ont été obtenues;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— sur recommandation des associations de salariés les plus représentatives :

– madame Claudette Carbonneau, présidente, Confédération des syndicats nationaux (CSN);

— sur recommandation des associations d'employeurs les plus représentatives :

– madame Manon Savard, avocate associée, Ogilvy Renault;

QUE, sur recommandation des associations d'employeurs les plus représentatives, monsieur Yves-Thomas Dorval, président, Conseil du patronat du Québec, soit nommé membre du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre pour un mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Michel Kelly-Gagnon.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51707